ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget, le 7 juillet 1966, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "fixant les conditions de recrutement aux emplois d'inspecteur adjoint des finances, de conseiller adjoint des finances et de conseiller adjoint d'administration générale", a donné le 11 juillet 1966 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 7e juli 1966 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de wervingsvoorwaarden voor de betrekkingen van adjunct-inspecteur van financiën, adjunct-adviseur van financiën en adjunct-adviseur van algemeen bestuur", heeft de 11e juli 1966 het volgend advies gegeven :

PREAMBULE.

A l'alinéa 2, il conviendrait de se référer plus spécialement à l'article 6 :

"Vu les lois relatives au personnel d'Afrique, coordonnées le 21 mai 1964, notamment l'article 6, modifié par les lois des 4 mars et 2 avril 1965;".

+

+ +

A l'alinéa 3, il serait utile de se référer à l'article 20 :

"Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1964, notamment l'article 20;".

+

+ +

Dans le texte français du préambule, il convient d'insérer , comme dans le texte néerlandais, après le troisième alinéa, un alinéa nouveau rédigé comme suit :

"Vu l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1964;".

+

+ +

Aux alinéas 4 et 5 du texte français, plutôt que de citer dans le préambule les arrêtés royaux des 11 avril 1958 et 27 mars 1964, relatifs à l'exclusion des droits de priorité, il aurait été préférable que le Gouvernement reprenne dans le projet la teneur de ces arrêtés et abroge ceux-ci.

\+

\+ +

Dans le texte français, il convient, comme dans le texte néerlandais , de supprimer, à l'alinéa 6, les mots "notamment les articles 21, 22 et 23" et d'insérer après cet alinéa un alinéa nouveau rédigé comme suit :

"Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique et à la carrière de certains agents des administrations de l'Etat, notamment les articles 21, 22 et 23".

\+

\+ +

L'alinéa 8 doit être rédigé comme suit :

"Vu l'arrêté royal du 22 juillet 1964 d'exécution des lois relatives au personnel d'Afrique, en ce qui concerne l'admission dans les administrations de l'Etat;".

.../...

Au deuxième considérant, pour la correction de la phrase, il y a lieu de remplacer le mot "sont" par "étant".

Au troisième considérant, après "au rang 10" il y a lieu d'ajouter ";que".

+

\+ +

DISPOSITIF.

Article 1er.

L'article 20 du statut des agents de l'Etat permet de recruter par concours à d'autres grades qu'à ceux des rangs 10, 20, 30 et 40.

Il est proposé de rédiger l'article 1er de la façon suivante :

"Article 1er.-

Les emplois d'inspecteur adjoint des finances, de conseiller adjoint des finances et de conseiller adjoint d'administration générale sont conférés à la suite d'un concours de recrutement".

.../...

Article 2.

Il est proposé de rédiger cet article de la façon suivante :

"Article 2.-

Sans préjudice des lois relatives au personnel d'Afrique, les règles de recrutement des agents de l'Etat sont applicables au recrutement aux emplois visés à l'article 1er, sous réserve des dérogations qui y sont apportées par le présent arrêté".

Article 3.

A cet article, dans la version française, le mot "ou" après "fin d'études" doit être omis.

Article 4.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 4.-

Les personnes visées à l'article 16bis de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat ne peuvent participer au concours que si elles n'ont pas dépassé l'âge de 40 ans. Cet âge est porté à 45 ans pour les membres du personnel de carrière des cadres d'Afrique visés à l'article 2 des lois relatives au personnel d'Afrique, coordonnées le 21 mai 1964".

.../...

Article 5.

Il n'est pas nécessaire de rappeler que l'article 4 de l'arrêté royal du 20 juillet 1964 sera applicable à la composition des jurys, puisque cet article sera applicable en vertu de l'article 2 du projet.

A l'article 53 du statut des agents de l'Etat, tel qu'il a été modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1964, l'expression "fonctionnaires généraux" a été remplacée par l'expression "fonctionnaires titulaires d'un grade classé aux rangs 17, 16 ou 15", qui est plus précise.

Il est donc proposé de rédiger l'article 5 de la façon suivante :

"Article 5.-

Le jury du concours comprend, outre le président désigné conformément à l'article 41, § 2, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, des assesseurs dont au moins deux fonctionnaires titulaires d'un grade classé aux rangs 17, 16 ou 15, et au moins deux professeurs de l'enseignement supérieur".

Article 6.

Cet article indique le programme de l'épreuve. Dès lors, le programme dont il est question au premier alinéa ne peut être que le programme détaillé. Il est donc proposé d'ajouter au premier alinéa le mot "détaillé" après le mot "programme".

.../...

Au A, il conviendrait d'écrire "l'esprit de synthèse et l'esprit critique".

Au C, il faut écrire : "Une épreuve ... ".

Article 7.

Les lois coordonnées permettent au Roi d'exiger pour des emplois spéciaux, tels ceux qui sont énumérés à l'article 1er du projet, des capacités scientifiques. Ces capacités peuvent être vérifiées par un examen. Le Gouvernement a le pouvoir d'apprécier quelles sont les capacités scientifiques exigées des titulaires des grades visés à l'article 1er. On peut cependant se demander si, en ne dispensant les personnes visées à l'article 2 des lois coordonnées relatives au personnel d'Afrique que de la matière de l'épreuve théorique indiquée au 6°, le Gouvernement tient suffisamment compte de l'intention du législateur, qui était de faciliter le recrutement des anciens membres du personnel d'Afrique. Sans doute s'agit-il d'un domaine dans lequel le Gouvernement possède un pouvoir d'appréciation, mais il ne lui est pas permis d'imposer une épreuve sur des connaissances théoriques qui ne seraient pas indispensables pour l'exercice des fonctions envisagées. Pour respecter l'esprit des lois coordonnées précitées, le Gouvernement devrait énumérer les matières en rapport avec les capacités scientifiques ou professionnelles exigées du personnel d'Afrique pour l'exercice de ces fonctions.

.../...

Il est proposé de rédiger l'article 7 de la façon suivante :

"Article 7.-

Les membres du personnel de carrière des cadres d'Afrique visés à l'article 2 des lois relatives au personnel d'Afrique, coordonnées le 21 mai 1964, doivent présenter un examen comportant :

a) une épreuve écrite destinée à vérifier la maturité des candidats;

b) une épreuve orale consistant en un entretien de chaque candidat avec le jury et portant sur toute question susceptible de faire apprécier les qualités de caractère des candidats;

c) une épreuve orale portant sur les matières suivantes : ... ".

Article 8.

La référence aux articles 5 et 6 doit être remplacée par une référence à l'article 7.

Article 9.

Il y a lieu d'ajouter les mots "de recrutement" après le mot "réserve".

.../...

Article 10.

Le texte suivant a été établi en accord avec le délégué du Ministre :

"Article 10.-

Par dérogation aux articles 27 à 31 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1964 :

1° les agents de l'Etat, qui se sont classés en ordre utile au concours de recrutement, sont soumis au stage;

2° le licenciement du stagiaire pour un des cas énumérés à l'article 27bis, alinéa 1er, est prononcé par le Ministre dont le stagiaire relève : a) sur proposition d'un collège spécial institué par les Ministres qui ont dans leurs attributions l'inspection générale des finances, le service d'études du Ministère des Finances et le service d'administration générale, et b) après un avis motivé du conseil de direction; lorsque le stagiaire a la qualité d'agent de l'Etat, le licenciement est remplacé par la réintégration dans son administration d'origine;

3° le stage est organisé par les Ministres intéressés;

4° les stagiaires relèvent du Ministre qui dirige le Département auquel ils sont affectés;

.../...

5° l'admission définitive à un des grades visés à l'article 1er fait l'objet d'un rapport du collège spécial visé au 2°. Sur avis motivé du conseil de direction auquel ce rapport est soumis, le stagiaire est, soit nommé à un des grades mentionnés à l'article 1er, soit réintégré dans son administration d'origine, soit licencié".

Article 11.

Au 1er alinéa, les mots "des dispositions" doivent être omis.

Le second alinéa peut être omis puisqu'une disposition identique figure déjà à l'article 31, § 1er, du statut des agents de l'Etat et que l'article 10 du projet n'y déroge pas.

Article 12.

Cet article contient certaines dérogations temporaires aux règles applicables pour le recrutement des agents de l'Etat. Il convient de noter que le Gouvernement a soumis au Conseil d'Etat, le 9 juin 1966, un projet d'arrêté royal "portant des dispositions temporaires dérogeant aux règles établies pour le déroulement de la carrière des agents de l'Etat" (avis du Conseil d'Etat, L. 9678/2), qui tend notamment à suspendre jusqu'au 31 décembre 1967 certaines des règles qui sont actuellement applicables au recrutement des agents de l'Etat.

.../...

Le Conseil d'Etat attire l'attention du Gouvernement sur l'incidence que ce projet pourrait avoir sur le présent projet.

Au début de l'article, il y a lieu d'écrire : "Par dérogation à l'article 2 et jusqu'au ... ".

AANHEF.

In het tweede lid van de aanhef moet inzonderheid naar artikel 6 worden verwezen :

"Gelet op de wetten betreffende het personeel in Afrika, gecoördineerd op 21 mei 1964, inzonderheid op artikel 6, gewijzigd bij de wetten van 4 maart en 2 april 1965;".

+
+ +

In het derde lid zou best worden verwezen naar artikel 20 :

"Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964, inzonderheid op artikel 20;".

+
+ +

Evenals in de Nederlandse, moet ook in de Franse tekst van de aanhef na het derde lid een nieuw lid worden ingevoegd zoals voorgesteld in de Franse versie van het tegenwoordig advies.

+
+ +

Beter dan in de Nederlandse tekst van het vijfde en het zesde lid van de aanhef te verwijzen naar de koninklijke besluiten van 11 april 1958 en 27 maart 1964

.../...

betreffende de uitsluiting van de prioriteitsrechten, had de Regering de stof van die besluiten in het ontwerp kunnen verwerken en had zij die besluiten zelf kunnen opheffen.

\+

\+ +

Evenals in het zevende lid van de Nederlandse tekst, moeten ook in het zesde lid van de Franse tekst de woorden "notamment les articles 21, 22 et 23" vervallen en moet na dat lid een nieuw lid worden ingevoegd zoals voorgesteld in de Franse versie van het tegenwoordig advies.

\+

\+ +

In de Franse tekst moet het achtste lid van de aanhef worden gelezen zoals voorgesteld in de Franse versie van het tegenwoordig advies.

De tweede en de derde considerans dienen als volgt te worden gelezen :

"Overwegende dat de graden van adjunct-inspecteur van financiën, van adjunct-adviseur van financiën en van adjunct-adviseur van algemeen bestuur in de tabel bij het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling van de graden, ingedeeld zijn in rang 13 en dat dus een vergelijkend wervingsexamen van een bijzondere aard moet worden georganiseerd;

Overwegende dat de verschillende gedeelten van het vergelijkend examen voor werving in rang 13 van een andere aard moeten zijn dan de voor toegang tot rang 10 georganiseerde examens, dat die examengedeelten een geheel vormen en het mogelijk moeten maken zich een oordeel te vormen over de wetenschappelijke verdienste die uit de grondige kennis van de op het programma voorkomende vakken voortvloeit;".

\+

\+ +

ARTIKELEN.

Artikel 1.

Krachtens artikel 20 van het statuut van het Rijkspersoneel kan voor nog andere graden dan die van de rangen 10, 20, 30 en 40 bij vergelijkend examen worden aangeworven.

Voorgesteld wordt, artikel 1 als volgt te redigeren :

"Artikel 1.-

De betrekkingen van adjunct-inspecteur van financiën, adjunct-adviseur van financiën en adjunct-adviseur van algemeen bestuur worden verleend na een vergelijkend wervingsexamen".

.../...

Artikel 2.

Voorgesteld wordt, dit artikel als volgt te lezen :

"Artikel 2.-

Onverminderd de wetten betreffende het personeel in Afrika, zijn de regelen voor werving van het Rijkspersoneel van toepassing op de werving voor de in artikel 1 bedoelde betrekkingen, onder voorbehoud van de afwijkingen welke dit besluit vaststelt".

Artikel 3.

In de Franse tekst van dit artikel moet het woord "ou" na "fin d'études" vervallen.

Artikel 4.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 4.-

Zij die bedoeld worden in artikel 16bis van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel mogen aan het vergelijkend

.../...

Artikel 2.

Voorgesteld wordt, dit artikel als volgt te lezen :

"Artikel 2.-

Onverminderd de wetten betreffende het personeel in Afrika, zijn de regelen voor werving van het Rijkspersoneel van toepassing op de werving voor de in artikel 1 bedoelde betrekkingen, onder voorbehoud van de afwijkingen welke dit besluit vaststelt".

Artikel 3.

In de Franse tekst van dit artikel moet het woord "ou" na "fin d'études" vervallen.

Artikel 4.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 4.-

Zij die bedoeld worden in artikel 16bis van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel mogen aan het vergelijkend

.../...

examen slechts deelnemen als zij de leeftijd van 40 jaar niet overschreden hebben. Die leeftijd wordt op 45 jaar gebracht voor de leden van het beroepspersoneel der kaders in Afrika, bedoeld in artikel 2 van de wetten betreffende het personeel in Afrika, gecoördineerd op 21 mei 1964".

Artikel 5.

Het is onnodig in herinnering te brengen dat artikel 4 van het koninklijk besluit van 20 juli 1964 van toepassing zal zijn op de samenstelling van de examencommissies, vermits dat artikel van toepassing zal zijn krachtens artikel 2 van het ontwerp.

In artikel 53 van het statuut van het Rijkspersoneel, zoals het gewijzigd is bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964, is de term "ambtenaren-generaal" vervangen door de nauwkeuriger benaming "ambtenaren die bekleed zijn met een graad ingedeeld in de rangen 17, 16 of 15".

Derhalve wordt voorgesteld, artikel 5 als volgt te lezen :

"Artikel 5.-

De examencommissie bestaat, behalve uit de voorzitter, die wordt aangewezen overeenkomstig artikel 41, § 2, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, uit bijzitters, waarvan ten minste twee ambtenaren die bekleed zijn met een graad ingedeeld in de rangen 17, 16 of 15, en uit ten minste twee hoogleraren".

.../...

Artikel 6.

Dit artikel geeft het examenprogramma op. In het eerste lid kan dus alleen het omstandig programma bedoeld zijn. Derhalve wordt voorgesteld artikel 6 als volgt te lezen :

"Artikel 6.-

Het vergelijkend examen waarvan het omstandig programma wordt vastgesteld overeenkomstig artikel 1, §§ 2 en 3, en artikel 2 van het koninklijk besluit van 20 juli 1964, omvat de volgende drie gedeelten, die alle drie als voorexamens zijn bedoeld :

A) een schriftelijk gedeelte bestaande uit een samenvatting van- en een kritisch commentaar op een voordracht, waardoor de deelnemers op hun zin voor synthese en hun kritische zin kunnen worden getoetst ;

B) een mondeling gedeelte over de algemene vorming, zijnde een onderhoud tussen de examencommissie en de deelnemers.

Dit onderhoud loopt over algemene kwesties die de persoonlijkheid, de geestes- en karakterrijpheid van de deelnemers tot uiting kunnen laten komen. Het examengedeelte is bestemd om de deelnemers op hun denk- en uitdrukkingsvermogen te toetsen, meer bepaald om uit te maken in hoever zij geschikt zijn om bewuste ambten uit te oefenen;

C) een mondeling gedeelte, waarbij de examencommissie iedere deelnemer overhoort over algemene en gespecialiseerde kennis inzake : ...".

.../...

Artikel 7.

Krachtens de gecoördineerde wetten kan de Koning voor speciale betrekkingen, als die welke artikel 1 van het ontwerp opsomt, een wetenschappelijke geschiktheid eisen, die aan de hand van een examen kan worden getoetst. De Regering mag oordelen welke wetenschappelijke geschiktheid wordt geëist van titularissen van de in artikel 1 genoemde graden. Toch kan men zich afvragen of de Regering, waar zij de personen bedoeld in artikel 2 van de gecoördineerde wetten betreffende het personeel in Afrika alleen maar ontslaat van de onder 6° opgegeven stof van het theoretisch examen, wel voldoende rekening houdt met de bedoeling van de wetgever, die was de werving van gewezen leden van het personeel in Afrika te vergemakkelijken. Wel betreft het hier een aangelegenheid waarin de Regering vrij kan oordelen, maar zij mag geen examen voorschrijven over theoretische kennis die niet onmisbaar zou zijn voor het uitoefenen van bewuste ambten. Om in de geest van eerder vermelde gecoördineerde wetten te blijven, zou de Regering een opsomming moeten geven van de vakken die in verhouding zijn tot de wetenschappelijke of beroepsgeschiktheid die voor het uitoefenen van die ambten wordt gevergd van het personeel in Afrika.

Voorgesteld wordt, artikel 7 als volgt te lezen :

"Artikel 7.-

De leden van het beroepspersoneel der kaders in Afrika, bedoeld in artikel 2 van de wetten betreffende het personeel in Afrika, gecoördineerd op 21 mei 1964, moeten een examen afleggen dat bestaat uit :

.../...

a) een schriftelijk gedeelte om de maturiteit van de deelnemers te toetsen ;

b) een mondeling gedeelte waarin de examencommissie over enig onderwerp met iedere deelnemer een gesprek voert om zijn karaktereigenschappen te toetsen ;

c) een mondeling gedeelte over de volgende vakken : ...".

Artikel 8.

In dit artikel vervange men " ... proeven, voorzien bij artikelen 5 en 6..." door "... examengedeelten bepaald in artikel 7 ...".

Artikel 9.

Men leze "wervingsreserve" in plaats van "reserve".

Artikel 10.

De hiernavolgende tekst is opgemaakt in overleg met de gemachtigde van de Minister:

"Artikel 10.-

In afwijking van de artikelen 27 tot 31 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964 :

..../...

1° moeten de Rijksambtenaren die bij het vergelijkend wervingsexamen batig gerangschikt zijn, de stage doormaken ;

2° wordt de afdanking van de stagiair uit een van de in artikel 27bis, eerste lid, genoemde oorzaken uitgesproken door de Minister onder wie de stagiair ressorteert :
a) op voorstel van een bijzonder college ingesteld door de Ministers tot wier bevoegdheid de algemene inspectie van financiën, de studiedienst van het Ministerie van Financiën en de dienst van algemeen bestuur behoren, en b) na een met redenen omkleed advies van de directieraad ; als de stagiair Rijksambtenaar is, wordt de afdanking vervangen door wederopneming in zijn bestuur van herkomst ;

3° wordt de stage door de betrokken Ministers georganiseerd ;

4° ressorteren de stagiairs onder de Minister die de leiding heeft van het Departement waarvoor zij aangewezen zijn ;

5° wordt, voor de aanstelling in vast verband in een van de in artikel 1 bedoelde graden, een verslag opgemaakt door het onder 2° bedoelde bijzonder college. Op met redenen omkleed advies van de directieraad waaraan dat verslag wordt voorgelegd, wordt de stagiair ofwel benoemd in een van de in artikel 1 vermelde graden, ofwel wederopgenomen in zijn bestuur van herkomst, ofwel afgedankt".

.../...

Artikel 11.

In het eerste lid moeten de woorden "van de bepalingen" vervallen.

Het tweede lid kan vervallen, want eenzelfde bepaling staat reeds in artikel 31, § 1, van het statuut van het Rijkspersoneel en artikel 10 van het ontwerp wijkt daarvan niet af.

Artikel 12.

Dit artikel bevat een aantal tijdelijke afwijkingen van de regelen inzake werving van Rijkspersoneel. Op te merken valt dat de Regering op 9 juni 1966 aan de Raad van State een ontwerp-koninklijk besluit heeft voorgelegd "houdende tijdelijke bepalingen die afwijken van de regelen vastgesteld voor de afwikkeling van de loopbaan van het Rijkspersoneel" (advies van de Raad van State, L.9678/2), dat er onder meer toe strekt sommige regelen die thans voor de werving van het Rijkspersoneel gelden, op te schorten tot 31 december 1967.

De Raad van State vestigt de aandacht van de Regering op de mogelijke terugslag van dat ontwerp op het onderhavige

Het begin van het artikel moet als volgt worden gelezen :

"In afwijking van artikel 2 en tot ...".

La chambre était composée de

Messieurs : G. HOLOYE, conseiller d'Etat, président,
de Heren : staatsraad, voorzitter,

G. VAN BUNNEN, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, staatsraden,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. J. LIGOT, substitut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G. DE LEUZE.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. LIGOT, substituut.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G. HOLOYE.